Union syndicale Solidaires

SUD CULTURE

Comité technique ministériel du 6 juillet 2017

Madame la ministre,

A l'évidence, nous sommes dans un pays qui excelle dans l'art du discours ! Après celui du président de la république et celui du premier ministre, voici donc venu celui de la ministre de la Culture.

En cela, vous respectez une tradition au sein de notre ministère, qui veut que toute nouvelle ministre de la culture vienne s'exprimer au premier Comité Technique Ministériel (CTM) suivant sa nomination. Vos orientations concernant les politiques culturelles étaient particulièrement attendues. Comme l'étaient celles des trois ministres qui se sont succédé durant le quinquennat Hollande. Cette instabilité ministérielle n'a pas contribué à assurer un bon fonctionnement du Ministère.

Nous nous souvenons parfaitement du discours d'**Aurélie FILIPPETTI**. Il développait le traditionnel catalogue des bonnes intentions, avec lesquelles il est difficile d'être en désaccord. Elle considérait la culture comme « *notre bien commun, l'enjeu central d'une société moderne qui doit donner toute sa place à la création, aux artistes, à l'éducation artistique et culturelle, mais aussi à la transmission et au patrimoine* ». Surtout, elle avait notamment axé son propos sur les dégâts qu'avait occasionné la RGPP imposée par le gouvernement Fillon : perte de centaines d'emplois, souffrance au travail liée aux conditions de gestion des personnels ou à l'affaiblissement des missions et de l'ambition-même du ministère de la culture au sein de la politique générale. Cette situation d'urgence sociale nécessitait, selon elle, une action immédiate.

Mais, une nouvelle fois, ce ne furent que des mots, vite balayés par une baisse sans précédent du budget du ministère : plus de 6% en 2012 et 2013 et la mise en œuvre d'une RGPP 2 dont le caractère destructeur n'avait rien à envier à la précédente. La déception des agents du ministère fut à la hauteur des espoirs suscités par les promesses du candidat Hollande d'en finir avec un ultralibéralisme sans partage.

Fleur PELLERIN, dans un contexte marqué par une profonde gravité, compte tenu des épreuves qui avaient alors marqué ce pays et le monde de la culture, nous gratifia des mêmes mots convenus, vantant la richesse de la politique culturelle hexagonale, largement enviée à l'étranger et s'appuyant sur la richesse de notre patrimoine. Comme pratiquement toutes et tous ses prédécesseur-es, elle s'engagea à inscrire résolument son action en faveur de la jeunesse, les nouvelles générations étant porteuses d'une révolution de la culture. Elle s'engagea à être attentive aux conditions de vie et de travail de ses agent-es qui, disait-elle, démontrent chaque jour leur engagement et leur créativité au service de la politique culturelle.

Si elle a réussi à enrayer la baisse du budget de la culture, la réalité du terrain ce fut des fusions de DRAC menées sans concertation, sans anticipation, sans projet mobilisateur. Ce fut la décision de

densifier l'immeuble des Bons-Enfants pour permettre la vente à la découpe du patrimoine immobilier du Ministère.

Audrey Azoulay, que l'on a peu vue, n'a pas dérogé à la règle lorsqu'elle s'est exprimée sur les grands enjeux sociaux et la politique du personnel du ministère. Elle a rappelé le rôle primordial de nos missions et des actions en faveur de la culture dont il fallait favoriser l'omniprésence comme un ciment de la société, une chance offerte à chacun-e, une responsabilité particulière. Elle s'était par ailleurs félicitée de la revalorisation du point d'indice pour l'ensemble des agent-es de la fonction publique après des années de gel, durant lesquelles ils et elles avaient subi de plein fouet l'austérité camouflée en « effort de redressement des Finances publiques ». La suppression de cette mesure nécessaire a été l'une des premières actée par le gouvernement auquel vous appartenez...

En septembre 2014, l'intersyndicale Culture a lu une déclaration liminaire que nous pourrions pratiquement reprendre aujourd'hui. Même si des avancées, parfois notables, ont pu être obtenues grâce à la pugnacité des personnels.

Nous réaffirmions que la culture et notre ministère ont un rôle primordial à jouer dans cette époque troublée, que la culture n'est ni un supplément d'âme, ni un simple levier de développement économique, ni le faire-valoir des industries culturelles et encore moins une marchandise. Bien au contraire, la culture doit rester plus que jamais le pivot d'un monde qui mise sur les femmes et les hommes, sur leur liberté, leur créativité et leur citoyenneté, et qui favorise leur émancipation.

La disparition de la fracture et des discriminations culturelles, l'accès de tous et toutes à la culture et la culture pour toutes et tous doivent être une de vos priorités.

L'intersyndicale demandait à la ministre de prendre au plus vite des actes forts, concrets, lisibles et efficaces afin de renforcer le ministère de la Culture, voire de le refonder au service de toute la population et d'une véritable ambition de progrès social qui soit le garant d'une véritable égalité territoriale.

Le temps nous est compté pour aborder dans le détail l'ensemble des thématiques que nous défendons depuis des années et qui, n'en doutons pas, devront être discutées avec vous même ou vos conseillers/ères :

♦ Le **budget** qu'il convient a minima de sanctuariser et qu'il serait judicieux d'augmenter.

♦ L'**emploi** qui ne saurait de nouveau être sacrifié au nom de recettes particulièrement éculées, alors que nous avons au contraire besoin de créations de postes pour remplir nos missions.

♦ Un bilan des **réorganisations** successives de l'administration centrale dont nous ne voyons toujours pas les aspects positifs.

♦ La nécessité d'une tutelle sur les **établissements publics** qui soit efficace et bienveillante, tant aux niveaux de la politique culturelle et scientifique que des personnels et des moyens humains et financiers.

♦ Un bilan de la **Réforme territoriale** sur les DRAC qui s'avère particulièrement désastreux.

Nous vous l'avons dit lors de notre rencontre : nous estimons que ce bilan et les ajustements qui doivent en être tirés doivent constituer une de vos priorités, car il ne serait pas admissible que se poursuive la fragilisation des DRAC. Leurs missions dans les territoires, particulièrement les plus déshérités sont fondamentales. Le fait que les électeurs et électrices de l'ex région Nord-Pas-de-Calais qui ont voté aient envoyé 5 députés d'extrême-droite à l'assemblée nationale doit vous donner à réfléchir.

♦ La lutte contre la **précarité** des personnels qui, malgré les mesures prises, ne cesse de se reconstituer ; ce qui passe par un vrai plan de titularisation, le processus Sauvadet étant largement insuffisant.

♦ La poursuite du vaste chantier des **carrières**, des repyramidages, des **rémunérations**, des promotions et du régime indemnitaire. Certes des avancées ont été faites, mais elles restent largement insuffisantes alors que les agent-es du ministère de la Culture sont les plus mal loti-es de la Fonction publique,

♦ L'amélioration des **conditions de travail**, particulièrement mises à mal en raison des restructurations permanentes que nous avons connues et par un management parfois violent qui se traduisent par un sérieux problème de santé au travail et l'explosion des RPS,

♦ Un engagement résolu et volontariste pour rendre effective l'**égalité entre les femmes et les hommes** dans les rémunérations et les parcours professionnels, pour lutter contre toutes les discriminations et le harcèlement sexuel. Nous ne saurions nous satisfaire de l'obtention d'un double label qui ne constitue qu'une simple opération de communication.

♦ Des prestations d'**action sociale** sécurisées qui soient à la hauteur des besoins.

♦ Le suivi de la **charte sociale** que nous avons tous adopté afin que le ministère soit exemplaire dans ses relations avec les salarié-es des entreprises prestataires dont les conditions de travail sont souvent dignes du XIXe siècle,

♦ **Le refus de toute marchandisation** des établissements du ministère de la Culture, de leurs collections, de leurs missions.

♦ La relance du dialogue social dont la nature ne saurait se réduire à convier les représentant-es du personnel dans un ballet incessant de réunions et à leur communiquer quelques informations avant de les faire voter.

Madame la ministre, vous avez donc du pain sur la planche pour nous proposer un projet ambitieux, stable et durable pour la culture. Si ce projet va dans le bon sens, SUD Culture Solidaires en prendra acte.

Encore faudra-t-il que vous ayez un poids suffisant face à vos collègues de Bercy qui nous promettent, pour nous guérir de nos addictions, un désengagement accru de l'état des politiques publiques. Les annonces qui viennent d'être faites, suite au rapport de la cour des comptes, sont en effet lourdes de menaces sur l'avenir de la Fonction Publique en général et sur notre ministère en particulier.

Accentuer les politiques d'austérité et de dérégulation ne pourra que continuer à faire le lit de l'extrême-droite, des replis identitaires et de l'obscurantisme.

SUD Culture Solidaires, le 6 juillet 2017